CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS

ARRÊT

n° 1109 du 3 août 2007
dans l'affaire /

En cause :

contre :

le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides.

LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS,

Vu la requête introduite le 10 juin 2005 par , de nationalité irakienne, contre la décision du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides prise le 31 mai 2005.

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu l'article 234, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 septembre 2006 réformant le Conseil d'Etat et créant un Conseil du Contentieux des Etrangers.

Vu la demande de poursuite de la procédure introduite le 6 février 2007 sur la base de l'article 235, § 3, de la loi du 15 septembre 2006 précitée.

Vu l'ordonnance du 27 juin 2007 convoquant les parties à comparaître le 17 juillet 2007 à 9 heures.

Entendu, en son rapport, P. HARMEL, .

Entendu, en leurs observations, la partie requérante assistée par Me I. DETILLOUX loco Me N. BOVEROUX, avocat, et N. MALOTEAUX, attaché, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRÊT SUIVANT :

1. La décision attaquée.

Le recours est dirigé contre une décision de refus de reconnaissance du statut de réfugié, motivée comme suit :

« A. Faits invoqués

De nationalité irakienne, de confession yézidie, marié et père de trois enfants, vous seriez originaire de Shangal, dans le nord de l'Irak. Votre identité et votre nationalité reposent sur vos seules allégations. A l'appui de votre demande d'asile, vous avez invoqué les faits suivants. En avril 1993, vos parents auraient été assassinés en Irak, dans le cadre d'une

vendetta consécutive à la mort accidentelle d'un enfant d'une famille adverse. Gravement blessé, vous auriez été soigné à l'hôpital de Mossoul. Votre oncle vous aurait ensuite conseillé de fuir le pays, pour éviter d'être à nouveau victime de cette vendetta. Agé de vingt ans, vous auriez quitté l'Irak à destination de la Turquie. Après un séjour d'un mois à Istanbul, vous seriez parti à Krasnodar en Russie et vous seriez installé chez un de vos oncles résidant sur place, en mai 1993. En décembre 1993, vous vous seriez marié selon le rite yézidi avec Madame ALOUYAN Amina), sans nationalité reconnue, née en Arménie, résidant à Krasnodar depuis 1989, également de confession yézidie. Vous seriez parti habiter dans la famille de votre épouse à Tabaksoghos, dans la région de Krimsk. Votre épouse avait fui l'Arménie avec ses parents en 1989 ; son père n'avait pas répondu à une convocation des autorités arméniennes, l'enrôlant pour combattre dans le Haut-Karabagh. A Krasnodar, vous auriez connu de nombreux problèmes avec les Cosaques, lesquels vous auraient persécutés, vous assimilant à des musulmans. Des pierres auraient été jetées sur votre maison, des moutons de votre élevage auraient été volés, votre étable aurait été incendiée de nuit, les terres de la famille auraient été purement et simplement confisquées. Vous n'auriez plus été capables de payer les soins médicaux nécessaires à un de vos enfants, gravement souffrant. De plus, ni votre épouse ni sa famille n'auraient reçu de documents officiels russes, alors qu'ils disposeraient pourtant de la citoyenneté russe. Le 5 octobre 2003, vous auriez quitté Krasnodar en bus avec votre épouse et vos enfants, toute la famille étant munie de faux passeports russes. Arrivé en Belgique le 9 octobre 2003, vous avez sollicité la qualité de réfugié en Belgique le 10 octobre 2003.

B. Motivation du refus

En dépit d'une décision d'examen ultérieur, prise dans le cadre d'un recours urgent, et malgré la reconnaissance de la qualité de réfugié à votre épouse, force est de constater qu'il n'est pas possible de considérer que vous avez quitté votre pays ou en demeurez éloigné par crainte au sens de l'art. 1er, par. A, al. 2 de la Convention de Genève du 28 juillet 1951. En effet, force est de constater que les faits que vous avez invoqués à l'appui de votre demande d'asile, relevant d'une vendetta entre deux familles, ne peuvent en aucune manière être rattachés aux critères de la Convention de Genève du 28 juillet 1951, à savoir la nationalité, la race, la religion, l'appartenance à un groupe social particulier ou les opinions politiques. En outre, en ce qui concerne les « problèmes de religion entre Yézidis et Kurdes en Irak », que vous avez mentionnés à la fin de votre audition en recevabilité (page 10), relevons que vous n'aviez fait aucune mention de ces problèmes lors de votre audition à l'Office des étrangers. De plus, rien n'indique dans votre dossier que vous auriez personnellement rencontré des différends avec la population kurde ou arabe en Irak, du seul fait de votre confession yézidie. Enfin, il convient de mettre en évidence le fait que votre épouse, , sans nationalité reconnue, s'est vu octroyer le statut de réfugié par le Commissariat Général aux Réfugiés, sur base des problèmes qu'elle aurait connus en Russie, son pays de résidence principale. Il n'en va pas de même pour vous, qui avez revendiqué la nationalité irakienne. Le Commissaire général a en conséquence évalué votre crainte par rapport au pays dont vous avez déclaré être ressortissant, à savoir l'Irak. Le questionnaire que vous avez dûment rempli puis renvoyé au Commissariat général le 13 avril 2004 ne contient aucun élément susceptible de remettre en cause le raisonnement développé ci-dessus.

C. Conclusion

Par conséquent, au vu des éléments contenus dans votre dossier, on ne saurait estimer que vous puissiez satisfaire aux critères de reconnaissance du statut de réfugié tels que définis par la Convention de Genève du 28 juillet 1951. Il n'y a pas lieu, dès lors, de vous reconnaître cette qualité. J'attire l'attention du Ministre de l'Intérieur sur le fait que, compte tenu de la situation générale d'insécurité et d'instabilité en Irak, il n'est pas opportun d'éloigner de manière forcée les demandeurs d'asile irakiens déboutés. J'attire également l'attention du Ministre sur l'avis du Haut Commissariat aux Réfugiés, qui appelle les Etats à ne pas effectuer d'éloignements forcés vers l'Irak et qui recommande

à ces Etats d'offrir aux demandeurs d'asile irakiens déboutés une forme d'aide temporaire ou subsidiaire. »

2. Le recours.

2.1. La requête introductive d'instance.

D'une part, le requérant fait valoir qu'il a dû fuir son pays d'origine suite à une vendetta et que ces faits relèvent bien de la Convention de Genève. D'autre part, il invoque le principe de l'unité de famille car sa femme et ses trois enfants ont été reconnus réfugiés.

Outre le risque de représailles qu'il pourrait subir, il estime qu'il faut tenir compte de l'état actuel de désorganisation en Irak et de l'incapacité des autorités irakiennes, hic et nunc, d'assurer la protection et la sécurité du requérant et de sa famille.

2.2. La demande de poursuite de la procédure.

Après un long rappel des faits, le requérant fait valoir au titre d'éléments nouveaux que son épouse et ses trois enfants ayant été reconnus réfugiés, il y a lieu de le faire bénéficier du principe de l'unité de famille. Il invoque également l'état de santé de son fils, état de santé nécessitant des soins spécialisés et requérant la présence de son père.

3. Le statut de protection subsidiaire.

La partie requérante postule le bénéfice de la protection subsidiaire sur base de l'article 48/4, § 2, de la loi du 15 décembre 1980 en raison d'un risque sérieux de subir, en cas de retour en Irak, des atteintes graves telles que son exécution, la torture ou des traitements inhumains ou dégradants en raison d'une violence aveugle contre les civils, conséquence d'un conflit armé.

La partie requérante fournit divers documents, joints à la demande de poursuite, attestant de la réalité des craintes avancées.

3. L'examen de la demande.

3.1. Au regard de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980.

3.1.1. Il convient d'abord de relever que le principe de l'unité de famille ne peut être utilement invoqué par le requérant. En effet, le but de la procédure de reconnaissance de la qualité de réfugié n'est pas de consacrer la reconnaissance du droit au respect de la vie familiale. S'agissant d'examiner les conséquences de l'existence d'un lien éventuel entre le requérant et son conjoint dans l'évaluation du risque de persécutions, il s'impose de rappeler qu'en l'espèce, le risque que fait valoir le requérant doit s'apprécier par rapport à son pays d'origine, à savoir l'Irak. Ce risque est donc différent de celui de son épouse qui a été apprécié par rapport à la Russie.

3.1.2. En ce qui concerne le fils malade du requérant, cet élément est sans pertinence dans le cadre de l'examen d'une demande d'asile.

3. La décision attaquée a en l'espèce conclu que des faits de vengeance privée ne ressortissent, en principe, pas du champ d'application de la Convention de Genève.

Le Conseil rappelle cependant que des exceptions à ce principe peuvent être envisagées dans certains cas, lorsque la vengeance est directement motivée par des considérations visées à l'article 1^{er}, section A, § 2, de ladite Convention et lorsqu'une

protection ne peut être obtenue des autorités, soit qu'elles encouragent ou tolèrent ces agissements, soit qu'elles soient dans l'incapacité de protéger la victime.

Il s'agit là d'une question qui ne peut être tranchée *in abstracto*, mais bien *in concreto*, eu égard aux circonstances propres à chaque cas d'espèce. Cela suppose, comme condition préalable, que la sincérité du demandeur puisse être tenue pour établie, en sorte qu'il puisse lui être accordé crédit non pas uniquement sur l'existence d'une vengeance mais tout autant sur le contexte particulier qui serait susceptible de l'assimiler à une persécution au sens de la Convention de Genève.

En l'espèce, force est de constater que, même s'il n'a pas été entendu au fond par le CGRA, les déclarations du requérant sont constantes et ne comportent aucune contradiction. La crédibilité du récit du requérant ne saurait être remise en cause.

Le Conseil ne partage pas l'opinion de la partie défenderesse selon laquelle les problèmes rencontrés par l'intéressé sont étrangers aux critères de la Convention de Genève. En particulier, au regard des explications fournies par le requérant à l'audience, l'affirmation de la décision attaquée selon laquelle les faits allégués relèvent d'une vendetta, ne tient compte ni de la situation objective prévalant actuellement en Irak, ni des aspects biographiques spécifiques du récit produit par le requérant.

Le requérant a ainsi précisé que l'assassin de ses parents était de confession sunnite et appartenait à un clan dont l'influence et la richesse étaient telles qu'il lui était permis de faire ce qu'il désirait sans crainte d'être inquiété par les autorités. Cette impunité est notamment illustrée par la brutalité et la rapidité des représailles dont le requérant a fait l'objet. Il est raisonnable de justifier le côté expéditif de cette « vengeance » par le fait qu'elle s'exerçait à l'encontre d'une personne pratiquant une religion minoritaire et habituellement réprouvée à l'époque.

Le Conseil rappelle que l'article 4, 4, de la directive 2004/83/CE du Conseil du 29 avril 2004 concernant les normes minimales relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir prétendre au statut de réfugié ou les personnes qui, pour d'autres raisons, ont besoin d'une protection internationale, et relatives au contenu de ces statuts précise ce qui suit :

« Le fait qu'un demandeur a déjà été persécuté ou a déjà subi des atteintes graves ou a déjà fait l'objet de menaces directes d'une telle persécution ou de telles atteintes est un indice sérieux de la crainte fondée du demandeur d'être persécuté ou du risque réel de subir des atteintes graves, sauf s'il existe de bonnes raisons de penser que cette persécution ou ces atteintes graves ne se reproduiront pas. »

Le Conseil note à cet égard que la partie défenderesse a conclu l'acte attaqué par une clause de non reconduite, reconnaissant ainsi la situation générale d'insécurité prédominant en Irak. Cette situation est d'autant plus dangereuse pour le requérant que celui-ci est membre d'une religion minoritaire qui faisait déjà l'objet de nombreuses persécutions sous le régime de Saddam Hussein et dont il n'existe pas de bonnes raisons de penser qu'elle ne soit plus la cible de persécutions actuellement.

Le Conseil estime dès lors ne pas pouvoir exclure qu'il existe, dans le chef du requérant en cas de retour dans son pays d'origine, un risque de persécution en raison de son appartenance à la confession minoritaire des Yézidis.

Il convient donc de lui reconnaître, au bénéfice du doute, la qualité de réfugié.

**PAR CES MOTIFS,
LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

Article unique

Le statut de réfugié est reconnu à la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique de la chambre, le trois août deux mille sept par :

, président de chambre faisant fonction,

,

,

C. PREHAT, .

Le Greffier,

Le Président,

C. PREHAT.

P. VANDERCAM.